

MOKDAD SIFI À MILLE ET UNE NEWS :

«L'Algérie stagne dans la non-gouvernance»

S'il vous vient à l'idée de faire le panégyrique de Bouteflika et de louer son règne, ne sollicitez surtout pas la contribution de l'ancien chef du gouvernement, Mokdad Sifi. Ce dernier ne sait pas jouer aux thuriféraires. Sa religion de la gestion est faite : «L'Algérie stagne dans la non-gouvernance. Elle est à la traîne dans tous les domaines.»

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Pour délivrer une telle appréciation catastrophée du pays, l'ancien chef du gouvernement (1994-1995) n'a pas attendu que lui soit offerte une tribune qui fait accourir grand monde.

C'est dans le décor sommaire d'un théâtre de poche, rue Burdot, qu'il a donné libre cours à sa critique, sans invective, du régime en place.

«Le pays est mal géré par des gens qui se sont accaparés le pouvoir par la violence et la corruption», a-t-il asséné, hier, invité qu'il était de Mille et une news, espace de débats aménagé par le journal *Djazair News*.

Ce verdict vaut pour les cinquante années d'indépendance du pays.

«Le bilan est globalement négatif. Les idéaux de Novembre n'ont pas été atteints. L'Algérie n'est ni démocratique, ni populaire.»

Mokdad Sifi, qui en juin dernier a poliment décliné l'invitation

de contribuer aux liminaires des réformes politiques promises que Abdelkader Bensalah lui a faite, a estimé que la situation est très grave, et que le régime ne peut pas échapper au verdict de l'histoire. Pour lui, le changement interviendra fatalement, sinon pacifiquement, au pire dans la violence.

«Le pouvoir, pour jouir d'un répit, a certes arrosé d'argent le peuple, à travers les augmentations salariales et fait des concessions économiques, mais ce répit arrivera à terme bientôt. Si rien n'est fait dans le sens du changement, ça sera la déflagration.»

Mais comment parvenir au changement lorsqu'on estime utopique tout mouvement pacifique de refondation nationale tout en avertissant contre les recours à la violence ? L'ancien chef du gouvernement pense à une voie médiane.

Tout comme l'autre ancien chef du gouvernement Ahmed



Mokdad Sifi.

Benbitour, il estime que le changement doit intervenir avec la contribution du pouvoir. L'homme, qui atteste que le président Bouteflika n'a pas tenu sa promesse de rendre à l'Algérien sa dignité, considère qu'avec l'embellie financière que le pays vit depuis 1999, la diminution de la contrainte sécuritaire et l'environnement international devenu moins hostile, l'échec ne devrait pas être au bout du parcours.

Or, constate-t-il, les intellectuels sont marginalisés, les cadres expatriés, les enfants sont mal formés par une école déliquescence, la culture et

Photo : Samir Sid

d'autres secteurs sont en deuil, etc. A ses yeux, même le million de logements exhibé comme haut trophée de chaque quinquennat de Bouteflika est le moins qui puisse être fait.

«En 1995, on a construit 185 000 logements, sans les Chinois, sans les pots-de-vin et sans sécurité. C'est ce qui se fait maintenant, dans des conditions de très loin meilleures.»

Le président Bouteflika et les préposés au lifting de ses bilans ne vont pas apprécier cette comparaison. Décochant sa critique à l'endroit du pouvoir, Sifi est-il nourri d'une ambition électorale ? Il se défend de pré-

tendre à une quelconque candidature. «Je ne suis pas candidat.» Militant de l'UFDS de Nouredine Bahbouh ? «Je ne me vois pas créer un parti dans le cadre d'un processus que j'ai dénoncé», rétorque-t-il, conséquemment. Mokdad Sifi dit également n'avoir point de relation avec le président Zeroual. Un président victime, affirme-t-il, d'une cabale, qui l'a obligé à démissionner de ses fonctions.

S. A. I.

CONGRÈS CONSTITUTIF DU FAN Djamel Benabdesselam revendique une Algérie «représentative»

Après avoir activé au sein des partis Ennahda et d'El Islah, Djamel Benabdesselam a tracé hier les contours de son nouveau parti politique. Il s'agit du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), dont les assises ont eu lieu hier à l'hôtel Riadh de Sidi Fredj. Dans une salle archi-comble, «représentant les délégués de 45 wilayas », celui qui était, il y a à peine quatre mois, à la tête du parti El Islah a déclaré que «le Front de l'Algérie nouvelle se veut représentatif de la réalité sociale du peuple algérien. Ce dernier est constitué d'Amazighs, d'Arabes, de francophones, d'arabophones, de nationalistes, de démocrates et d'islamistes. C'est donc toutes ces composantes que renferme le parti». Selon le fondateur du FAN, cette nouvelle organisation politique s'attellera à promouvoir une république démocratique et sociale construite sur trois piliers : l'amazighité, l'arabité et l'Islam. A l'adresse de ses militants, il dira que «la bataille sera rude. Mais à court terme et ce grâce à vos efforts, le Front de l'Algérie nouvelle va faire siennes quatre questions extrêmement importantes dont celle des libertés, celle des droits de l'Homme, celle de la justice et du développement social et économique».

Le nouveau parti de l'ancien chef d'El Islah revendique une démocratie participative et une opposition positive. Selon lui, «le Front de l'Algérie nouvelle ne fera donc pas table rase de tout ce qui a été réalisé durant les cinquante dernières années». «Nous allons appuyer tout projet – ou idée – positif, même venant du pouvoir. Nous allons collaborer avec tous ceux qui travaillent pour l'Algérie. Vous ne trouverez donc pas étranges des alliances qu'on pourrait avoir avec différentes parties», a-t-il dit. Djamel Benabdesselam dira qu'il n'a aucun différend avec ses anciens camarades d'El Islah : «J'ai toujours de bonnes relations avec eux.» Dans son entourage, on indique que sa décision de quitter le parti a été motivée par plusieurs raisons dont l'ouverture de la scène politique en Algérie. «Il y a, en fait, des raisons nationales et d'autres régionales. Les premières sont liées aux limites auxquelles sont arrivés nos gouvernements. Il est nécessaire de penser à une nouvelle stratégie. En outre, la classe politique n'a pas pu encadrer le peuple algérien (...). Il y a aussi tout ce qui est lié au printemps arabe», a-t-il expliqué. Hier, à l'issue de son élection à la tête du FAN, Djamel Benabdesselam a invité les militants de son parti à se préparer à la prochaine bataille électorale. Et au président du FAN de s'interroger si son parti disposera de suffisamment de temps «pour se préparer et s'engager dans la bataille électorale en tant que FAN ou se présenter en candidats libres». D'ailleurs, il a invité le département de l'intérieur à valider les assises de son parti afin d'«être prêt pour le scrutin électoral». En somme, celui qui a entamé son activité politique en «islamiste clandestin» à l'université de Tizi Ouzou et après avoir fait les écoles d'Ennahda et d'El Islah a considéré «qu'il est temps qu'une nouvelle génération prenne les destinées de notre pays». «C'est l'objectif assigné par le FAN», a-t-il expliqué.

Abder Bettache

MASCARA Mesures exceptionnelles pour la visite du secrétaire général du RND

Pendant deux jours, c'était le branle-bas de combat à la maison de la Culture de Mascara où s'est tenue, hier, la rencontre d'Ahmed Ouyahia, secrétaire général du RND, avec les cadres et militants du parti. Les plus hautes autorités de la wilaya veillaient au moindre détail.

L'on a fait le ménage aux alentours et même les arbres ont été taillés pour la circonstance. Aux abords de la maison de la Culture, la circulation était interdite non seulement aux automobilistes mais aussi aux piétons. La bibliothèque en face était fermée.

M. Meddeber

ZEHOUANE SUGGÈRE LE REPORT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

«L'Algérie n'est pas encore prête»

Pour Hocine Zehouane, quels que soient les mécanismes mis en place, il n'y a aucune garantie de transparence des élections législatives fixées au 10 mai prochain.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Et pour cause, le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), qui s'exprimait hier, à Alger, à l'occasion d'une rencontre-débat sur la «surveillance des élections, standards internationaux et expériences arabes», suggère le report des élections législatives à une date ultérieure. Hocine Zehouane s'explique : «L'Algérie n'est pas encore prête pour un tel rendez-vous. Car si jamais il y aura fraude, il faut s'attendre à une explosion sociale, d'où le retour à la case départ, à savoir l'expérience de 1991.» Ainsi, Zehouane pense qu'il est d'abord primordial «de se doter d'un dispositif constitutionnel garde-fou contre d'éventuels dérapages, ainsi que d'une stabilité sociale permettant le bon déroulement d'une telle échéance électorale».

Comme pour appuyer sa suggestion, il ajoutera : «Quels que soient les mécanismes mis en place, il n'y a aucune garantie de transparence des prochaines élections législatives.»

Le syndrome du parti de l'administration

Chat échaudé craint l'eau froide ! C'est du moins ce qu'ont clairement affiché les différents partis



Hocine Zehouane.

politiques qui ont pris part, hier, au débat.

Si Ennahda pense que ce ne sont pas des urnes transparentes qui garantiront la transparence des prochaines élections législatives, surtout que les présidents des commissions de surveillance sont désignés par l'administration, le Parti des travailleurs (PT), lui craint que, comme en 2007, des P-V soient signés à blanc et relève au passage des lacunes dans l'actuelle loi régissant le code électoral.

Le représentant de Louisa Hanoune suggère, à cet effet, le renforcement de la présence des délégués des partis politiques, notamment au niveau des bureaux de vote des communes, et la mise à leur disposition des outils nécessaires pour surveiller de près le déroulement des prochaines élections législatives.

De son côté, le Front national algérien (FNA) n'y est pas allé

avec le dos de la cuillère pour faire part de ses craintes de ce qu'il a qualifié du «plus grand parti de l'Algérie», à savoir celui de «l'administration».

Le représentant de Moussa Touati suggère, à son tour, l'attribution de plus de prérogatives aux magistrats assurant la surveillance des élections.

Le représentant du MSP, qui a commencé son intervention en remettant en cause «la maladroite manière d'appeler par SMS les citoyens à participer massivement au vote», précisera, par contre, que «malgré la grande fraude qui a marqué les précédentes élections législatives, l'Algérie a depuis franchi une grande étape et aujourd'hui, il y a de nouvelles lois et mécanismes, et surtout une forte présence des partis politiques qui veilleront au bon déroulement du vote».

Le représentant du parti El Infitah relève, quant à lui, ce qu'il a qualifié de contradiction flagrante, à savoir «désigner un magistrat dit indépendant pour la surveillance des élections et mettre en même temps l'administration à sa tête pour lui donner des instructions sur le déroulement des législatives».

Enfin, le représentant du FLN, qui a reconnu, à son tour, que les précédentes législatives ont été entachées de grands dépassements, pense que c'est la pratique qui donnera une crédibilité aux prochaines échéances électorales. «Une législature maigre vaut mieux qu'une absence de législature», a-t-il conclu.

M. M.

Photo : Samir Sid